

# FACE À L'OBSTINATION DE VINCI ET DU GOUVERNEMENT, POUR NOUS L'AÉROPORT DE NOTRE-DAME-DES-LANDES, C'EST TOUJOURS **NON !**



Samedi 9 janvier, 20 000 personnes se sont rassemblées à Nantes, pour dire une fois de plus, NON à l'aéroport de NNDL. A pied, à vélo, en tracteurs les manifestants ont exprimé le refus de voir expulsés les 11 familles et 4 exploitants agricoles qui vivent sur la zone envisagée pour la réalisation de ce projet inutile et destructeur pour l'environnement.

Fort du nombre, les manifestants ont décidé d'occuper le périphérique jusqu'à l'audience du tribunal du 13 janvier qui allait décider du sort des habitants de la ZAD. Mais la police a évacué les opposants dans une démonstration de force disproportionnée.

La décision du tribunal est reportée au 25 janvier. La mobilisation continue à Nantes et partout dans le pays. Elle doit s'amplifier face à l'obstination des gouvernants, jusqu'à l'abandon pur et simple du projet.

**Le collectif NDDL Besançon**

Soutenu par La Confédération Paysanne du Doubs, Solidaires, l'AMEB, FSU, Ensemble!, NPA, EELV

## Rassemblement

## 23 Janvier à 15h

## Place Pasteur à Besançon

## Extraits de la Prise de parole des opposant-e-s à l'aéroport, lors de la tractovélo du 9 janvier :

La COP21 a vécu ses derniers jours, et avec eux les beaux discours du gouvernement. La France serait exemplaire dans la lutte contre le réchauffement climatique. L'« accord de Paris » serait un succès magnifique de notre diplomatie, alors que cet accord est notoirement insuffisant sur la réduction des émissions de CO2. Il est non contraignant, y compris sur le financement des mesures d'accompagnement du changement climatique pour les populations les plus menacées : les insulaires, les habitants des estuaires...

Alors que ce gouvernement soutient une agro-industrie excessivement polluante, qui détruit autant les sols qu'elle condamne les petites fermes !

Alors qu'il a une politique de subventions et de soutien aux grosses exploitations au détriment de l'agriculture paysanne !

Alors qu'il laisse se multiplier jusqu'à l'absurde les projets touristico-commerciaux qui dévorent ou artificialisent les terres

Alors que la faiblesse toute relative des émissions de carbone de la France ne tient qu'au développement de ses réacteurs atomiques. Non contente d'en prolonger la durée de vie, elle cherche d'ailleurs à en exporter toujours davantage, laissant aux générations futures le fardeau des déchets et et l'impossible tâche du démantèlement des centrales !

Hollande avait pendant cette COP une excellente raison d'annoncer l'abandon définitif du projet, ou à tout le moins de réaffirmer son engagement, arraché par notre lutte, à attendre le rendu de la totalité des recours avant tout début de travaux et toute expulsion. Non seulement il n'en a pas saisi l'occasion, mais le gouvernement a laissé de fait AGO/Vinci lancer une procédure en urgence, un référé-expulsion.

L'État d'urgence proclamé à la suite des attentats de novembre a permis d'interdire de manifester. Une répression sans précédent s'est abattue sur les militants bravant cet état d'urgence.

Aujourd'hui, nous bravons collectivement l'état d'urgence, l'urgence qui est la notre est celle de la défense des terres agricoles et de ceux qui les font vivre.

Le gouvernement prétend ainsi vider une partie de la zone à moindre frais et appauvrir la diversité sociale qui en fait la richesse et la force. Mais c'est sans compter sur la capacité du mouvement anti-aéroport à faire face. Aujourd'hui, nous sommes toutes et tous des paysan-nes en lutte et des habitant-e-s qui résistent !

Notre résistance est fertile car elle puise sa créativité dans nos différences. Nous devenons l'écho d'un peuple bigarré qui s'unit face à l'absurdité de ce monde... Nous nous préparons à faire face à toute éventualité ! Notre réactivité est un atout majeur.

Notre détermination est sans faille.

**On leur a pourtant déjà dit, on lâche rien !**

**Notre perspective est l'abandon du projet d'aéroport, et sans aucun délai l'abandon de la procédure à l'encontre des habitants historiques du site.**

**AGO/VINCI doit se désister de ses demandes d'expulsion !**